



République Centrafricaine: Violences, déplacements et insécurité alimentaire

Evaluation de la sécurité alimentaire des ménages

Décembre 2013



République Centrafricaine: Violences, déplacements et insécurité alimentaire

Evaluation de la sécurité alimentaire des ménages en situation d'urgence (EFSA)

République centrafricaine, décembre 2013

Données collectées en septembre 2013

Préparée par le PAM avec la participation d'ACF, UNICEF RCA, FAO RCA, OCHA et l'Institut Centrafricain des Statistiques et d'Etudes Economiques et Sociales (ICASEES)

© Programme Alimentaire Mondial

Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies

Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACTER :

Bureau du PAM en République Centrafricaine

Housainou TAAL, Représentant du PAM	housainou.taal@wfp.org
Guy ADOUA, Représentant adjoint du PAM.....	guy.adoua@wfp.org
Nicole STEYER, VAM	nicole.steyer@wfp.org
Donatien PANDIKUZIKU, VAM.....	donatien.pandikuziku@wfp.org

Bureau Régional de l'Afrique de l'ouest

Anne-Claire Mouilliez, VAM	anne-claire.mouilliez@wfp.org
Simon Renk, VAM	simon.renk@wfp.org
Malick Ndiaye, VAM	malick.ndiaye@wfp.org

Table des matières

MESSAGES CLES	4
CONTEXTE	8
METHODOLOGIE	9
RESULTATS	10
SCENARIOS	34
RECOMMANDATIONS	36
ANNEXES	39

Crédits Photos

- Page de couverture : © Marcus Bleasdale/VII
- Page 4 : © Marcus Bleasdale/VII
- Page 5: © Marcus Bleasdale/VII
- Page 6: © Caritas
- Page 7: © Laeila Adjovi
- Page 7: © Marcus Bleasdale/VII
- Page 8 : © Marcus Bleasdale/VII
- Page 10 : © Marcus Bleasdale/VII
- Page 16 : © Caritas
- Page 21 :© Marcus Bleasdale/VII
- Page 26: © Laeila Adjovi
- Page 30 : WFP/Rein Skullerud
- Page 35 : © Laeila Adjovi

MESSAGES - CLES



Depuis fin décembre 2012, le pays a été le théâtre de mouvements armés sans précédent.

Depuis son indépendance en 1965, des décennies de conflits armés et plusieurs tentatives de coup d'état ont placé la Centrafrique dans un état d'extrême pauvreté, de violence et d'instabilité politique.

Fin décembre 2012, le pays a été le théâtre de mouvements armés sans précédent. La coalition des « Séléka » a conquis le centre et sud-est du pays puis a pris la capitale Bangui et s'est emparée du pouvoir.

Des pillages, des crimes et d'autres violations des droits humains continuent d'être perpétrés. Des groupes d'auto-défense se sont constitués et commettent des actes de représailles entraînant des tensions inter et intra-communautaires.

Dans ce contexte tendu et inédit, la population, déjà fragile, peine à subvenir à ses besoins.

Le PAM, avec ACF, FAO, l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economique et Sociale (ICASEES), OCHA, et UNICEF a conduit une enquête du 9 septem-

bre au 12 octobre 2013 auprès d'un échantillon de 972 ménages répartis dans le pays¹.

L'objectif de cette enquête est de mesurer l'impact des derniers conflits et des déplacements sur les moyens d'existence, la sécurité alimentaire des populations sur l'ensemble du territoire du pays et de proposer les options de réponse et le ciblage les plus appropriés pour répondre aux besoins d'urgence, à court et moyen terme.

¹ Préfectures : Ombella M'Poko, Lobaye, Mambéré Kadéi, Nana Mambéré, Sangha Mbaéré, Ouham Péné, Ouham, Kémo, Nana Gribizi, Ouaka, Bamingui Bangoran, Haute Kotto, Basse Kotto, Mbomou et Haut Mbomou.

On estime à 30 % la population en insécurité alimentaire modérée ou sévère en octobre 2013, soit 1,1 millions de personnes (hors Bangui).

INSECURITE ALIMENTAIRE

- On estime à environ 30 % la population en insécurité alimentaire modérée ou sévère, soit approximativement 1.1 million de personnes (hors Bangui) et à 70 % la population en insécurité alimentaire légère. Parmi les ménages enquêtés, aucun n'est classé en sécurité alimentaire et ne parvient à assurer une consommation minimale sans recours à des stratégies d'adaptation ou à allouer une partie importante des dépenses à l'alimentation. Les ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée les plus nombreux se trouvent dans l'Ouham (présence du plus grand nombre de déplacés), l'Ouham-Pendé, l'Ouaka, la Nana-Manbéré et l'Ombella M'Poko.
- Approximativement 50 % des personnes déplacées enquêtées sont en insécurité alimentaire modérée ou sévère. C'est également le groupe de personnes qui connaît le plus fort taux d'insécurité alimentaire sévère avec 15 % de ménages.
- Les ménages en insécurité alimentaire ont un faible accès à la terre ou/et ne pratiquent pas ou peu l'élevage. Ils dépendent du marché pour leur accès à la nourriture et dépensent une part importante de leur budget à cet effet. Quasiment tous les ménages appliquent des stratégies de survie de stress ou de crise. Près de 30 % d'entre eux ont recours à des stratégies de survie de crise ou d'urgence, telles que la vente de leurs actifs productifs, stratégies dommageables et quelquefois irréversibles lorsqu'il s'agit de se défaire des terres.

INSECURITE CIVILE, DEPLACEMENTS ET CHOCS

- 34 % des ménages enquêtés déclarent comme l'un des principaux chocs des 6 derniers mois la violence et l'insécurité civile. Si l'on y ajoute les conséquences que sont les pillages des récoltes, le vol de bétail, et le déplacement forcé, plus de 40 % sont affectés par des facteurs idiosyncratiques liés au contexte socio-politique que traverse le pays. Les préfectures d'Ouham Pendé et Ouham sont les plus affectées par ce choc. De plus 22 % déclarent la mort d'un membre actif du ménage comme choc et 36 % la maladie grave d'un membre du ménage.
- L'insécurité civile impacte la production agricole, les activités commerciales et les sources de revenus des ménages. Les tensions inter et intra-communautaires et les conflits multifacettes limitent aussi l'accès des humanitaires à la population.
- L'intensité des déplacements semble s'être accrue avec 40 % de la population qui se serait déplacée au moins une fois au Centre et un tiers dans le Sud du pays. Dans les zones du nord-ouest, les déplacements se faisaient de manière pendulaire, principalement en brousse mais la détérioration de la situation sécuritaire dans cette région entraîne des déplacements vers des lieux plus éloignés et vers les centres urbains, voire dans des sites comme à Bossangoa avec une détérioration notable des conditions de vie. Ces déplacements entraînent des difficultés de scolarisation et une perte des moyens de production.



IMPACT SUR LES MOYENS D'EXISTENCE

En octobre 2013, seulement 18% des ménages en insécurité alimentaire sévère indiquent être en possession de bétail. Les ménages enquêtés ont déclaré une diminution importante du nombre de têtes de bétail (pour le groupe en insécurité alimentaire sévère, elle a baissé de 62% à 18%), surtout des bovins et ovins. La volaille, qui représente une épargne pour faire face aux imprévus et aux chocs, a également diminué de près de la moitié.

Les raisons invoquées sont principalement le vol et les maladies. Il convient de préciser que dans le contexte d'insécurité, les ménages ont souvent vendu leur bétail en anticipation des déplacements et afin de réduire les risques de vols.

MARCHES ET PRODUCTION AGRICOLE

Les prix sur les marchés sont en baisse à cause de la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages et la hausse de l'offre. Les commerçants et petits agriculteurs déstockent par crainte des pillages. La production agricole est inférieure à celle de 2012 mais un certain niveau d'approvisionnement est assuré à court-terme dans la majorité du pays en octobre.



PREVISIONS

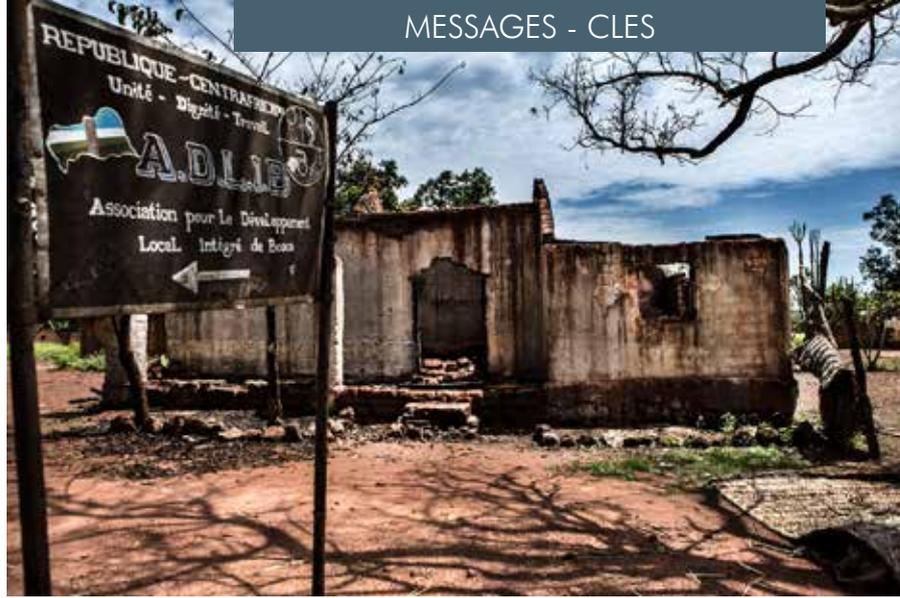
A partir de janvier 2014, on s'attend à une possible détérioration de la situation alimentaire comme on anticipe la baisse des revenus des ménages du fait de la récolte très limitée d'arachide et de coton et de la production agricole en général, faute notamment de disposer de semences et d'outils. Avec la baisse du pouvoir d'achat et des revenus, la prochaine période de soudure risque d'être amorcée dès les mois de janvier et février, surtout dans les zones de conflits.

Cette situation pourrait présager de la possibilité d'une crise nutritionnelle. De plus, il est difficile de prévoir l'évolution de la situation sécuritaire dans un contexte politique très tendu et une situation sécuritaire volatile qui tend à s'aggraver sur le court terme. En attendant, les déplacements des populations ne semblent pas baisser et pourraient même s'amplifier ces prochains mois s'il devait y avoir une reprise des hostilités.

Compte tenu de la durée de la crise, de l'importance relative des déplacements et leur répétition, et des conséquences sur les activités économiques et commerciales, et donc des sources de revenus, les ménages ont de plus en plus fréquemment recours à des stratégies de survie de crise et d'urgence. Ils ont décapitalisé et ne disposent donc plus (ou moins) d'actifs productifs, qui par ailleurs ont également pu faire l'objet de vols.

C'est donc leur capacité à s'engager dans des activités productives à l'avenir qui est remise en question, et donc à assurer leur sécurité alimentaire. Il faudra beaucoup de temps et une assistance adaptée pour reconstituer leurs moyens d'existence et assurer leurs sources de revenus, y compris par la mise à disposition d'intrants agricoles et d'appui à la reconstitution du bétail, en particulier du petit bétail.

Les déplacements de population ne semblent pas baisser et devraient augmenter avec la reprise des hostilités.



ASSISTANCE ALIMENTAIRE ET GROUPES A CIBLER

Les populations les plus directement et durement touchées sont les personnes déplacées, et en premier lieu celles qui se retrouvent sur des sites de déplacement. Une assistance alimentaire d'urgence doit donc être immédiatement fournie aux déplacés lorsqu'ils se trouvent dans les sites mais également lorsqu'ils vivent avec des familles d'accueil.

On estime que la durée moyenne des déplacements est d'au moins 3 mois mais les dynamiques des déplacements doivent être suivies et l'assistance adaptée aux conditions propres à chaque situation. Une assistance alimentaire est également requise par les réfugiés qui connaissent cependant des situations diverses selon leur origine et lieu d'installation.

La période de soudure qui commence en général vers avril/mai sera beaucoup plus précoce compte tenu d'une récolte en général inférieure à celle de l'année passée, du fait du niveau faible des stocks et de la baisse des revenus générés par le travail journalier et la vente des produits agricoles. Le suivi de la sécurité alimentaire dans le cadre d'un système de surveillance multisectorielle devra permettre de déterminer le début de la période de soudure dans les différentes zones et pour les différents groupes de ménages.

Les populations les plus directement et durement touchées sont les personnes déplacées, et en premier lieu celles qui se retrouvent sur les sites de déplacement.



L'insécurité civile constitue l'une des causes principales et le facteur de dégradation de la sécurité alimentaire des ménages.

CONTEXTE



La Centrafrique est un pays enclavé qui dispose d'un potentiel agro-écologique et minier très important. Le pays compte une population estimée à 4.6 millions d'habitants et est classé au 180ème rang sur 186 selon l'Indice de Développement Humain (IDH) de 2013.

Le PIB par habitant est parmi les plus bas au monde et 63 pourcent de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté¹. En 2009, l'insécurité alimentaire touchait 30% de la population². En 2012, la malnutrition aigüe globale atteint 7.8 pourcent dans plusieurs préfectures tandis que la malnutrition chronique est de 40 pourcent en moyenne³.

Le pays fait face à une instabilité politique permanente depuis plusieurs décennies

L'instabilité socio-politique liée à des coups d'Etat et des conflits armés récurrents affecte le pays depuis les années 90. On a donc assisté ces dernières années à l'émergence de nouveaux groupes rebelles et à des tensions accrues entre communautés ethniques et agriculteurs sédentaires et éleveurs transhumants. Vers la fin décembre 2012, le pays a fait face à des mouvements armés sans précédent qui ont engendré des déplacements de population. La coalition des « Séléka » a conquis le centre et le sud-est du pays puis a pris la capitale Bangui fin mars et s'est emparée du pouvoir. Malgré l'arrivée d'un nouveau pouvoir, les déplacements persistent avec en toile de fond des abus et crimes, des violations des droits humains, des pillages qui sont rapportés dans certaines localités du pays. Des groupes d'auto-défense se sont constitués et commettent des actes de représailles.

1 Enquête centrafricaine pour le suivi-évaluation du Bien-être (ECASEB), 2008

2 Analyse globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité alimentaire, décembre 2009, PAM

3 Smart Survey 2012 RCA, Unicef

Les personnes déplacées vivent le plus souvent dans un dénuement total, et les conditions de vie, d'hygiène et d'accès à l'alimentation sont déplorables.

Dans ce contexte tendu, la peur des populations persiste. Les personnes déplacées vivent le plus souvent dans un dénuement total, et les conditions de vie, d'hygiène et d'accès à l'alimentation sont déplorables.

L'insécurité civile constitue l'une des causes principales et le facteur de dégradation de l'insécurité alimentaire des ménages centrafricains

Avant et après l'avènement du nouveau pouvoir, plusieurs évaluations conduites successivement sur la sécurité alimentaire en 2013, ont montré que l'insécurité civile était la principale cause de l'insécurité alimentaire dans le pays. Une évaluation réalisée en janvier 2013⁴, période caractérisée par l'occupation d'une partie du pays par la Séléka, avait permis de constater que les ménages avaient subi d'importantes pertes pour l'agriculture et l'élevage. Une perturbation des flux commerciaux entre les zones excédentaires, Bangui, et le reste du pays avait également été notée. Une baisse des stocks au niveau des ménages et des marchés avaient affecté la capacité des ménages à répondre à leurs besoins.

Une enquête qualitative menée en juin 2013, après l'avènement du nouveau pouvoir, avait montré également que les crises récurrentes ont contribué à l'affaiblissement considérable des moyens de subsistance des ménages, à la dégradation de leur accès alimentaire, avec un recours à des stratégies de survie portant atteinte à leur bien-être et à leur capacité à faire face aux chocs. La violence et l'insécurité avaient provoqué dans les zones les plus touchées des déplacements massifs de populations et la perturbation des activités de production agricole.

Dans ce contexte de crise diffuse et avec l'arrivée des nouvelles récoltes de la campagne agricole 2013/2014, une réévaluation de la situation alimentaire des ménages était nécessaire.

Cette enquête a pour objectif global de mesurer l'impact des derniers conflits et des déplacements sur les moyens d'existence, la sécurité alimentaire des populations sur l'ensemble du pays, de proposer les options de réponse et le ciblage les plus appropriés pour répondre aux be-

soins d'urgence mais également à court et moyen terme.

De façon plus spécifique, l'enquête vise à disposer d'informations quantitatives sur l'ampleur des crises et leurs effets sur les moyens d'existence des populations, à analyser le fonctionnement des marchés et à apporter des précisions aux résultats des analyses précédentes. Elle a été menée en étroite collaboration avec la FAO, l'UNICEF, ACF, OCHA, et l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economique et Sociales (ICASEES).

METHODOLOGIE

L'évaluation a été conduite du 1er septembre au 15 octobre 2013. Pour des raisons d'insécurité qui ont engendré des limitations dans l'accès aux ménages, l'échantillon pour cette étude a été basé sur un choix raisonné au niveau des unités primaires (villes/villages). Dans chaque village visité, les unités secondaires (ménages) étaient sélectionnées de façon partiellement aléatoire⁵. Au total, 972 ménages ont été enquêtés dans 9 des 11 zones de moyens d'existence du pays. Des questionnaires ont également été développés pour la réalisation de groupes de discussion auprès de 91 communautés et d'entretiens auprès de 159 commerçants.

LIMITES DE L'ENQUÊTE

Certaines localités n'ont pas été visitées du fait d'un regain de violence (cas de Bossangoa et Bouca). D'autres localités ne l'ont pas été du fait qu'elles se sont vidées de leurs habitants suite au déplacement récent des populations vers les centres urbains ou en brousse. L'enquête a ainsi couvert 87% de l'échantillon.

4 Evaluations rapides de la sécurité alimentaire en République Centrafricaine, février et juin 2013

5 Pour des raisons de sécurité, seulement des ménages qui résident dans un radius de 5 km pouvaient être considérés dans l'échantillon

RESULTATS



*On estime à environ 1,1 millions de personnes la population en insécurité alimentaire modérée ou sévère en septembre 2013.
Cette situation pourrait se détériorer.*

CHOCS

Les résultats confirment que plus d'un quart des ménages ruraux ont été affectés directement par des actes de violence qu'a engendrée l'insécurité civile depuis décembre 2012.

Si l'on y ajoute les conséquences que sont les pillages des récoltes, le vol de bétail, et le déplacement forcé, plus de 40 % des ménages sont affectés par des facteurs liés au contexte socio-politique que traverse le pays.

Les préfectures d'Ouham Pende et Ouham sont les plus affectées par ce choc. En effet, le pays se trouve dans une situation sans précédent de spirale de violence et d'effondrement de l'état de droit. La crise persistante et la violence ont engendré la mise en place de groupes d'auto-défense au niveau des communautés et une dynamique de représailles qui prend des dimensions confessionnelles et ethniques de plus en plus marquées.

Des populations ont été déplacées, quelquefois à plusieurs reprises. Même lorsque la situation s'est de nouveau normalisée, les traumatismes mentaux perdurent et les populations continuent à craindre d'aller dans leur champ, ou de circuler la nuit. Certains n'osent pas rentrer chez eux.

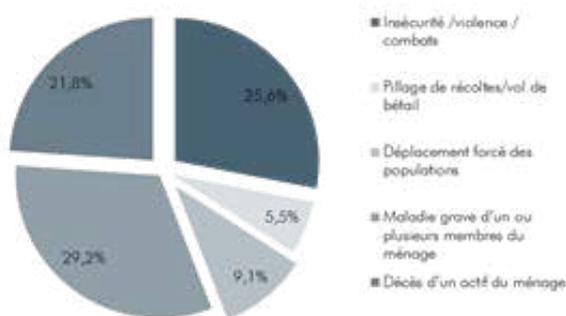
Les conflits armés et l'insécurité ont exacerbé une situation économique et sociale déjà très détériorée. Ils ont entraîné un manque d'investissement, notamment dans l'agriculture, la destruction d'actifs productifs, et des dommages ou la destruction des moyens d'existence. Parmi les ménages qui s'adonnent habituellement à l'agriculture, l'insécurité et le manque de moyen ont été les raisons les plus souvent invoquées pour expliquer pourquoi ils ne se sont pas ou moins adonnés à cette activité cette année.

Par ailleurs, à cause de difficultés rencontrées liées à la violence et aux conflits, les superficies cultivées ont été moins importantes que d'habitude.

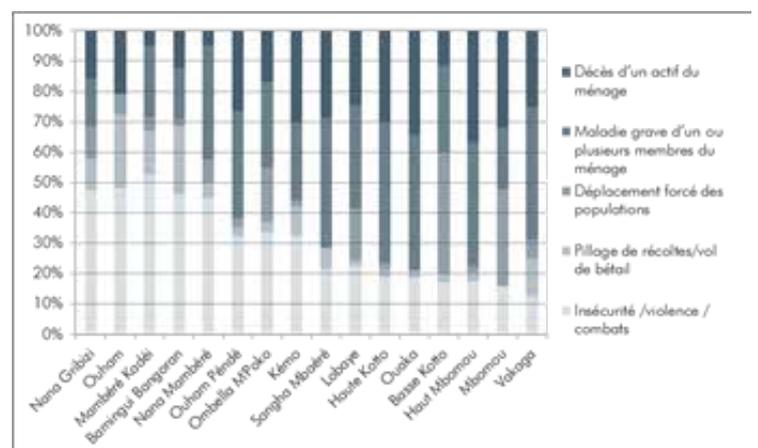
En effet, les ménages ont subi le pillage des intrants et de bétails, ils ont eu des contraintes quant à leur accès physique aux champs et ont eu moins recours à la main d'œuvre agricole par manque de moyens financiers.

Selon leur perception, les récoltes escomptées seront moins importantes que l'année passée pour 60 % des personnes qui ont cultivés. Selon l'enquête menée, ce sont les ménages dans les préfectures de l'Ouham et de Nana-Gribizi qui ont déclaré que l'insécurité était la seule ou la principale raison pour laquelle ils n'ont pas cultivé leurs terres.

Graphique 1: Principaux chocs subis par les ménages



Graphique 2: Principaux chocs subis par les ménages par région



Les ménages ont eu recours à des stratégies d'adaptation de nature dommageables et quelquefois irréversibles.

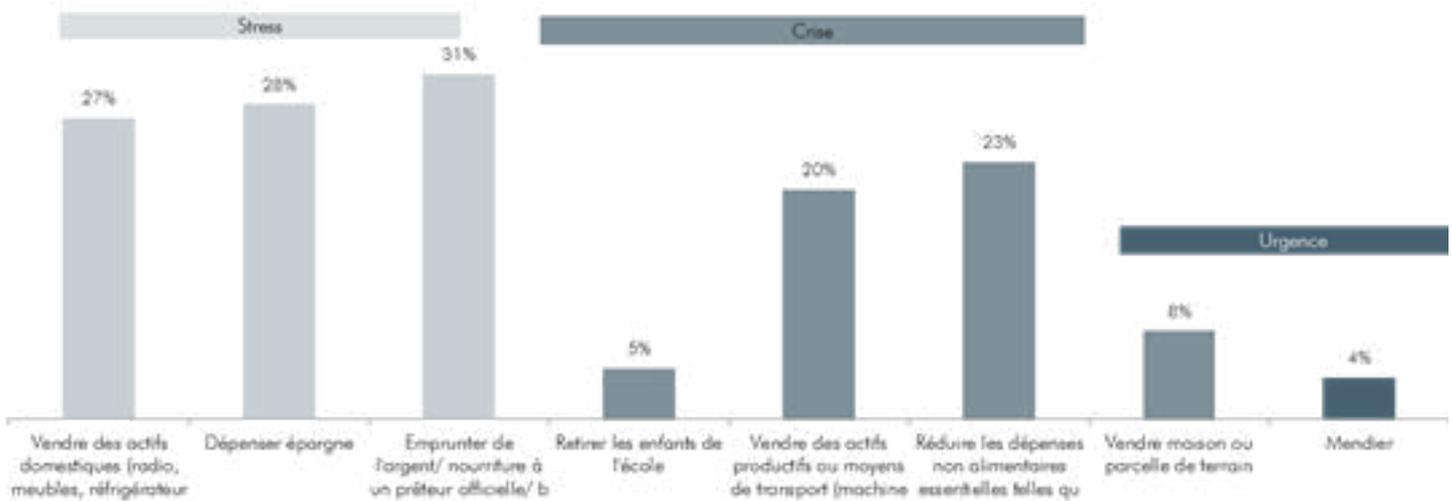
STRATEGIES D'ADAPTATION

Face aux chocs subis, les ménages développent des stratégies pour réduire leurs effets et préserver leur statut de sécurité alimentaire ou minimiser leurs effets négatifs. Les résultats de l'enquête montrent que tous les ménages enquêtés ont eu recours à au moins une stratégie de survie, au cours des 30 jours précédant l'enquête. Cette situation explique le fait que l'étude n'ait trouvé aucun ménage en sécurité alimentaire. Certains ménag-

es ont eu recours aux stratégies de stress et d'autres ont utilisé des stratégies plus sévères de crise et d'urgence, de nature dommageable et quelquefois irréversibles. La figure ci-dessous montre le recours aux différents types de stratégies par les ménages.

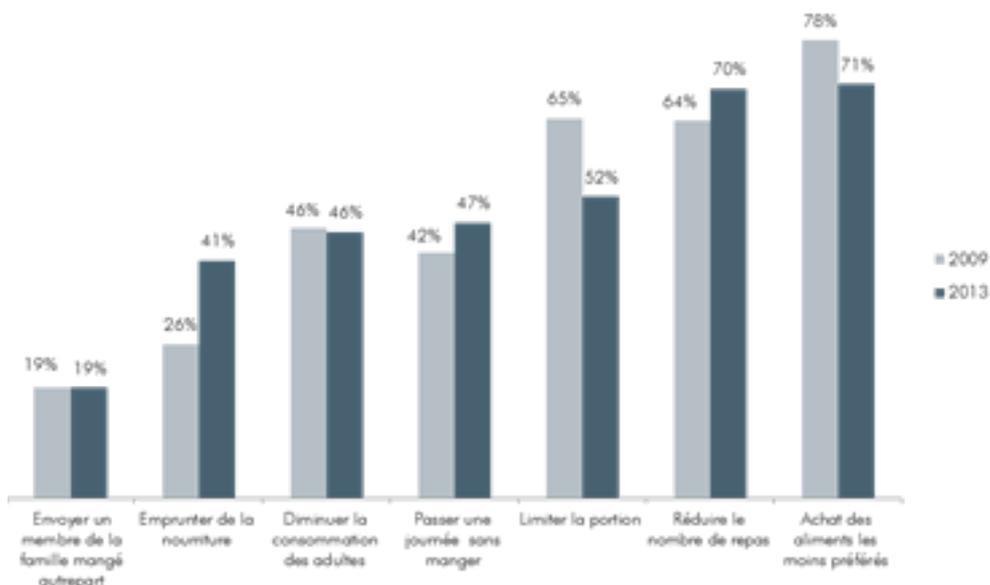
Concernant les stratégies d'adaptation alimentaires, le graphique 4, qui compare les résultats du CFSVA de 2009 avec ceux d'octobre 2013, démontre bien que les

Graphique 3 : Proportion de ménages ayant recours à des stratégies d'adaptation



ménages deviennent plus dépendants d'autres personnes.

Graphique 4: Comparaison des résultats de stratégies d'adaptations alimentaires entre 2009 et 2013



EDUCATION

Le profil des ménages selon le groupe d'insécurité alimentaire montre une forte corrélation avec le niveau d'instruction du chef de famille. Cela a été déjà corroboré dans la CFSVA de 2009.

Par ailleurs, selon les réponses des ménages, ceux qui sont en insécurité alimentaire sévère connaissent des contraintes à la scolarisation de leurs enfants.

Ainsi, seulement 25 % des ménages de ce groupe ont pu envoyer leurs enfants à l'école, alors qu'ils sont plus de 60 % à avoir scolarisé leurs enfants dans les autres groupes d'insécurité alimentaire. L'insécurité et les frais de scolarisation sont les principales raisons qui empêchent les parents d'envoyer leurs enfants à l'école.

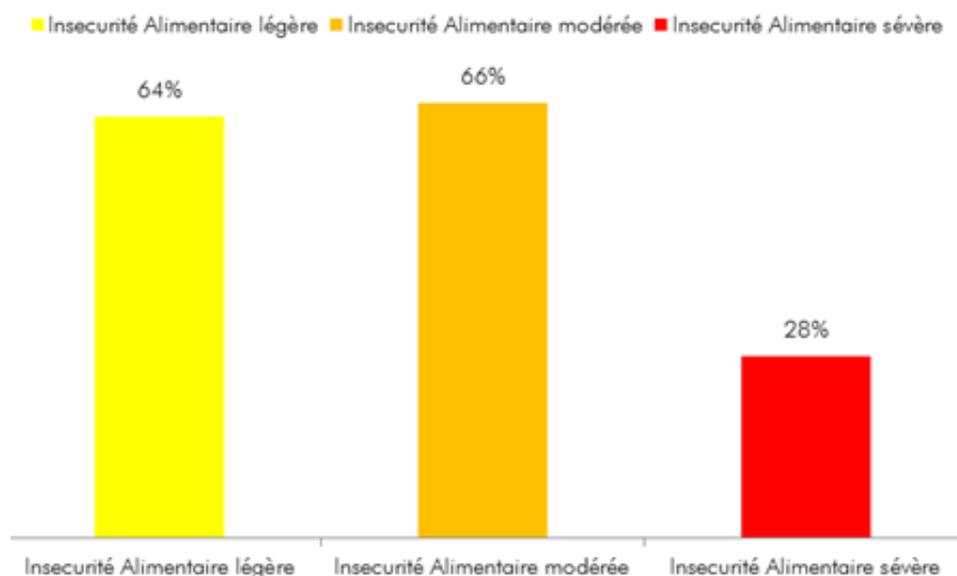
Les principales contraintes à l'offre d'éducation sont l'insécurité, le manque d'enseignant et les mauvaises infrastructures.

Selon l'enquête menée par le Cluster Education¹, la grande majorité des écoles ont été fermées depuis le début du conflit en décembre 2012 et près de la moitié étaient encore fermées en septembre 2013.

Lorsque les écoles étaient ouvertes, la moitié seulement des élèves y étaient retournés. Près des deux tiers des écoles avaient été pillées et plus de la moitié avaient été endommagées. Les contraintes à la scolarisation des enfants évoquées dans cette enquête sont les mêmes que celles indiquées dans l'évaluation, y compris le manque de fournitures scolaires.

¹ Impact de la crise sur l'éducation en République Centrafricaine depuis décembre 2012, Evaluation conjointe, Cluster Education, septembre 2013

Graphique 5: Taux de scolarisation des enfants par groupe d'insécurité alimentaire par ménage



SANTÉ

Manque de médicaments et de matériel de soin sur tout le territoire à cause des pillages

Selon l'évaluation rapide de la sécurité alimentaire de juin 2013 et tel que corroboré par d'autres sources, les centres de santé ont été pillés avec comme corollaire un manque de médicaments et de matériel de soin sur tout le territoire. Les centres de santé et les hôpitaux sont longtemps restés fermés suite à la fuite du personnel de santé. Selon les ménages enquêtés, il n'y a pas de services de santé fonctionnels dans certaines préfectures.

Les structures fonctionnelles sont celles qui ont reçu un appui extérieur ou dans lesquelles les services sont fournis par des Organisations Non Gouvernementales (ONG). Bien que le personnel revienne graduellement, les centres de santé ne peuvent pas fonctionner normalement car leur réapprovisionnement en médicaments n'est pas possible sans aide extérieure.

Les structures et leur personnel ne sont donc pas en mesure de répondre aux besoins des populations. Les ménages ont donc recours à la médecine traditionnelle ou à l'automédication pour soigner leurs enfants dont les rechutes sont très fréquentes. La proportion d'enfants malades dans les ménages enquêtés croît régulièrement depuis juillet 2013.

Cette situation, en conjonction avec une détérioration de la sécurité alimentaire des ménages au fur et à mesure de l'épuisement des stocks alimentaires, fait craindre une détérioration de la situation nutritionnelle des plus vulnérables. Une enquête SMART sera menée par l'UNICEF au premier trimestre 2014.

Les centres de santé ont été pillés avec comme corollaire un manque de médicaments et de matériel de soins sur tout le territoire.

DEPLACEMENTS

Selon les derniers chiffres d'OCHA de septembre 2013, le nombre des déplacés est estimé à 395,000, dont certains se sont déplacés pour la troisième fois. La moitié d'entre eux sont des enfants. Par ailleurs, la moitié des déplacés qui vivent avec les populations hôtes représentent une charge additionnelle importante pour ces ménages.

La préfecture qui connaît le plus grand nombre de déplacés est l'Ouham (environ 171 000 en chiffre cumulé) en raison des conflits entre les éléments de l'ex-Séléka, des groupes armés non identifiés et des groupes d'auto-défense (localement connus comme des groupes Anti-Balaka). Des incidents violents ont également été enregistrés dans les préfectures de l'Ouham Pendé, l'Ombella Mpoko, la Lobaye et le Haut Mbomou entraînant une situation humanitaire très précaire. Dans cette préfecture, on compte environ 46 000 personnes déplacées en chiffre cumulé (sur une population estimée à 112 000) à cause de la présence de la LRA et des tensions entre jeunes chrétiens et les ex-rebelles de la Séléka.

Depuis juillet 2013, l'intensité des déplacements semble s'être accrue avec 40 % de la population qui se serait déplacée au moins une fois dans la zone de moyens d'existence (ZOME) du Centre et un tiers dans la ZOME du Sud. Dans les zones du nord-ouest, les déplacements se faisaient de manière pendulaire, principalement en brousse, ce qui semblait plus sûr que de se réfugier auprès de familles hôtes. Mais comme la situation sécuritaire dans cette région s'est fortement détériorée, les déplacements se font maintenant vers des lieux plus éloignés et vers les centres urbains, voire dans des sites

conditions de vie. En effet, l'éloignement est fonction de la perception de la gravité du risque ou du choc.

L'évaluation rapide de la sécurité alimentaire de juin 2013 avait déjà indiqué des déplacements de villages entiers qui se vident de leurs habitants, des mouvements pendulaires de quelques jours ou semaines et des retours, ou plus longs avec des regroupements en sites. Les déplacés avaient en général emmené peu de biens, de réserves alimentaires et d'outils agricoles avec eux, ce qui affectait fortement leurs capacités à entreprendre les travaux des champs.

Cette dynamique de déplacement a également pu être constatée lors de cette évaluation. Le bulletin de surveillance multisectorielle d'octobre 2013, réitère que les déplacements internes de populations représentent un des chocs les plus fréquents avec un impact important sur la sécurité alimentaire mais aussi sur les conditions de vie : approvisionnement en eau, conditions d'hygiène et d'assainissement, et santé des ménages. Pour tous les ménages, la fuite vers les champs est la première stratégie adoptée pour prévenir le risque de pillage et d'exaction.

La situation reste très préoccupante et volatile dans l'ensemble de l'intérieur du pays en raison des risques persistants de reprise des violences. Les populations continuent de vivre dans la peur et la psychose de la reprise des exactions par les groupes armés, quels qu'ils soient.



Avec la dégradation de la situation sécuritaire, les déplacements se font maintenant vers des lieux plus éloignés et vers les centres urbains avec une détérioration notable des conditions de vie.

MARCHES

Les prix sur les marchés sont en baisse à cause de la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages et les commerçants et petits agriculteurs qui déstockent par crainte des pillages.

La campagne agricole est inférieure à celle de 2012 mais un certain niveau d'approvisionnement est assuré à court-terme. La tendance générale est à la baisse bien que l'on observe une hausse des prix en début d'année 2013 pendant le pic du conflit dans le pays .

Cette baisse s'explique par deux facteurs concordant: Les récoltes qui se sont déroulées entre septembre et novembre ont contribué à augmenter la disponibilité sur les marchés. Par contre, les récoltes sont inférieures à la normale dans une grande partie du pays. Selon le Bulletin Surveillance Multisectorielle d'octobre 2013, le volume des récoltes sera faible à cause de la réduction des superficies des parcelles cultivées. Ce constat a déjà été fait en juin 2013 .

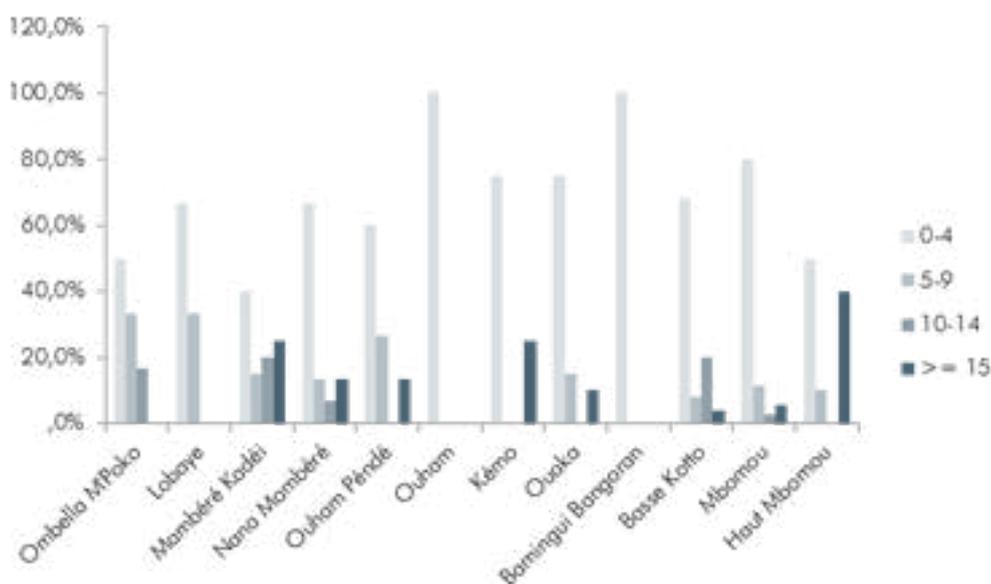
Le schéma 1 ci-dessous illustre l'impact de l'insécurité sur le comportement des ménages et des commerçants et son lien avec l'insécurité alimentaire. L'insécurité a conduit les ménages à appliquer des stratégies de survie de crise et d'urgence diminuant le niveau de leurs biens et entraînant une production à la baisse. Les résultats des discussions avec les communautés et les commerçants indiquent aussi qu'il règne un manque de confiance entre les différentes communautés dans les régions af-

fectées par le conflit. Dans ces régions, on trouve moins d'acteurs sur les marchés.

Par exemple, à Dekoa on a observé une raréfaction des acheteurs. Le retard de paiements des fonctionnaires à Bangui, déjà observé en juin 2013, diminue aussi le nombre d'acheteurs potentiels sur les marchés et a conduit à une baisse de liquidités dans l'économie.

La faible production et la diminution des acteurs sur les marchés couplées à la baisse des achats au niveau national ont entraîné automatiquement un affaiblissement de l'économie. Cette situation explique la baisse des prix observée en octobre 2013. La diminution du pouvoir d'achat entraîne non seulement une baisse des prix mais limite également les investissements les ménages dans la santé, l'éducation et la production agricole.

Graphique 5: Nombre de grossistes présents interviewés par région (en pourcentage pour les quatre catégories de réponse)

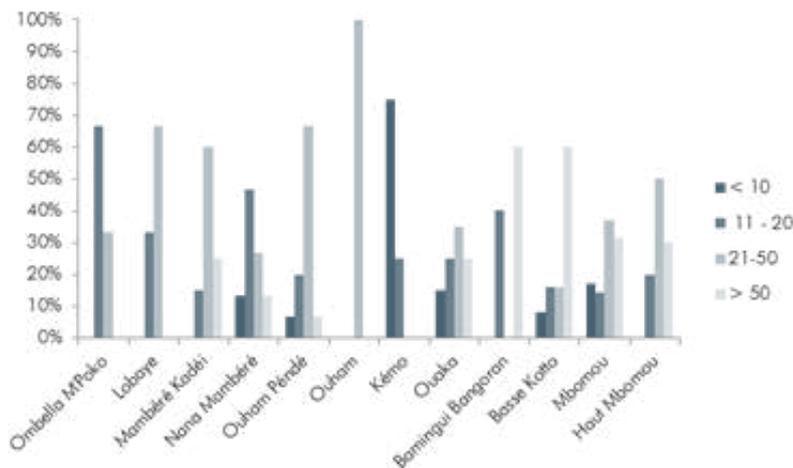


Compte tenu des réponses des 195 commerçants enquêtés, et des données secondaires sur la situation macro-économique dans laquelle les marchés fonctionnent, les points suivants doivent être soulignés :

- En 2011, une analyse des marchés conduite par le PAM indiquait que la République Centrafricaine n'est pas en mesure de couvrir de façon satisfaisante les besoins alimentaires de sa population pour des raisons de faibles productions agricoles, de difficultés d'accès et d'insécurité chronique. Les résultats de cette enquête confirment que ces aspects limitant persistent en 2013. Les difficultés d'accès aux intrants et outils, le manque de structuration des productions et d'appui technique, et le manque persistant de pratiques de transformation et de capacités de stockage expliquent le faible niveau de production.
- En 2013, on peut estimer que les stratégies des commerçants et des producteurs se basent sur des prises de décision à court-terme. Une grande partie des producteurs cultive des superficies entre 0 et 1 ha et plus de 90 % des commerçants ont des stocks de maximum 2.5mt. Ces stocks peu importants caractérisent leur faible niveau de professionnalisme et d'organisation. La concurrence n'est que peu effective. Les graphiques 6 et 7 montrent que le nombre de grossistes est faible

dans la plupart des préfectures, ce qui pourrait suggérer une situation d'oligopole ou même de monopole. Les réponses reçus indiquent que dans la majorité des régions on ne trouve qu'un maximum de quatre grossiste. Le nombre de détaillants sur les marchés varie entre 11 à 50 et leurs stocks sont peu importants. La plupart des commerçants vendent différents produits agricoles sans spécification. Souvent les détaillants sont eux-mêmes des producteurs. Plus de 80 % des commerçants ne font pas partie d'associations. L'accès au crédit reste également limité. Environ 50% des commerçants enquêtés sont en position d'acheter à crédit. Les graphiques ci-dessous montrent également qu'il y a des différences régionales importantes.

Graphique 7: Nombre des détaillants présents par région (en pourcentage pour les quatre catégories de réponses)



SECURITE ALIMENTAIRE

Mesure de la sécurité alimentaire

La méthode de calcul de la sécurité alimentaire se base sur le croisement du score de la consommation alimentaire, et d'indicateurs d'accès alimentaire comme la part des dépenses alimentaire dans les dépenses globales et les stratégies d'adaptations.

La classification des ménages se fait ensuite en 4 groupes dont les conditions sont indiquées dans le tableau ci-dessous : i) la part des dépenses alimentaires des ménages sur les dépenses totales. Une part élevée des dépenses allouées à l'alimentation est liée à un accès insuffisant à la nourriture et à un niveau élevé de pauvreté ; ii) les stratégies d'adaptation aux chocs utilisées par les ménages : suite à un aléa, les ménages mettent en place des stratégies pour pouvoir conserver des conditions de vie et une alimentation adéquates.

En fonction de leur vulnérabilité au moment du choc, les ménages utilisent différents types de stratégies : stratégies de stress, de crise ou d'urgence ; iii) en fonction de la fréquence à laquelle ces stratégies sont utilisées et de leur degré de sévérité, la situation du ménage en terme de sécurité alimentaire est jugée plus ou moins mauvaise ; et iv) la consommation alimentaire des ménages déterminée par un score, qui repose sur la fréquence et la diversité de la consommation alimentaire, et l'importance relative des différents groupes d'aliments, sur les sept jours avant l'enquête.

Le statut et les caractéristiques des ménages dans les différents groupes de sécurité alimentaire sont ensuite analysés.

Tableau 1 : Caractéristiques des ménages par groupe de sécurité alimentaire

Groupe de sécurité alimentaire	Profil des ménages par groupes
1 - En sécurité alimentaire	Consommation alimentaire acceptable, allouent moins de 50 % des dépenses à l'alimentation, et ne font recours à aucune stratégie d'adaptation.
2 - Insécurité alimentaire légère	Consommation alimentaire limite, allouent entre 50-65 % des dépenses à l'alimentation, et font recours à des stratégies d'adaptation de stress. Ces ménages ne peuvent se permettre que quelques dépenses non-alimentaires essentielles
3 - Insécurité alimentaire modérée	Consommation alimentaire acceptable, allouent entre 65-75 % des dépenses à l'alimentation, et font recours à des stratégies d'adaptation de stress et de crise.
4 - Insécurité alimentaire sévère	Consommation alimentaire pauvre, allouent plus de 75 % des dépenses à l'alimentation, recours à des stratégies de stress, de crise et d'urgence.

Près de 30 % de la population dans les zones enquêtées est affectée par une insécurité alimentaire modérée ou sévère.

1.1 million de personnes en insécurité alimentaire en octobre 2013

L'analyse de l'insécurité alimentaire montre que près de 30 % de la population dans les zones enquêtées est affectée par une insécurité alimentaire modérée ou sévère, ce qui représente environ 1.1 million de personnes lorsque l'on exclut la population de Bangui en octobre 2013. Plus spécifiquement, on estime que 135 000 personnes sont en insécurité alimentaire sévère. Ces ménages ont davantage recours à des stratégies de survie d'urgence, ils n'ont pas ou plus de terres et de bétails et dépendent pour leurs revenus de la vente de leur main d'œuvre comme travailleur journalier ou d'autres sources précaires. Ils sont très fortement dépendant des marchés pour assurer leur accès à l'alimentation même en période de récolte.



Quant à l'insécurité alimentaire modérée, elle touche près d'un quart des ménages, à savoir environ 915 000 personnes. Les ménages en insécurité alimentaire modérée ont certes quelques moyens d'existence, qu'ils n'ont cependant pas tous convenablement exploités ou en ont perdu une partie de leurs biens. Par ailleurs, ils sont pauvres et vulnérables aux chocs économiques. Ils pourraient donc facilement basculer dans la catégorie

des ménages en insécurité alimentaire sévère si la situation sécuritaire ne s'améliore pas rapidement.

Où se trouvent ces personnes en l'insécurité alimentaire ?

Les données montrent des disparités géographiques très importantes tant au niveau de l'insécurité alimentaire sévère que modérée. Elles illustrent également la sévérité

Tableau 2: Répartition de la population en insécurité alimentaire

Préfectures	Population	Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire modérée		Insécurité alimentaire sévère et modérée	
		%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Bamingui Bangoran	51 000	0	0	26	13 000	26	13 000
Bangui			-		-	-	
Basse Kotto	294 000	0	0	20	59 000	20	59 000
Haut Mbomou	112 000	5	5 000	26	29 000	31	34 000
Haut Kotto	68 000	1	1 000	15	10 000	16	11 000
Kemo	140 000	6	8 000	14	20 000	20	28 000
Lobaye	271 000	1	4 000	44	120 000	45	124 000
Mamber Kadei	340 000	0	0	5	17 000	5	17 000
Mbomou	194 000	3	6 000	23	45 000	26	51 000
Nana Gribizi	157 000	0	0	30	47 000	30	47 000
Nana Mambere	253 000	0	0	27	68 000	27	68 000
Ombella Mpoko	441 000	2	8 000	13	56 000	15	64 000
Ouaka	344 000	0	0	20	69 000	20	69 000
Ouham	482 000	17	80 000	33	161 000	50	241 000
Ouham Pende	715 000	0	0	22	155 000	22	155 000
Sangha Mbaere	119 000	5	6 000	15	18 000	20	24 000
Vakaga	62 000	27	17 000	45	28 000	72	45 000
Total	4 043 000	3	135 000	23	915 000	26	1 050 000

de l'insécurité alimentaire de certains groupes de personnes, en particulier des personnes déplacées.

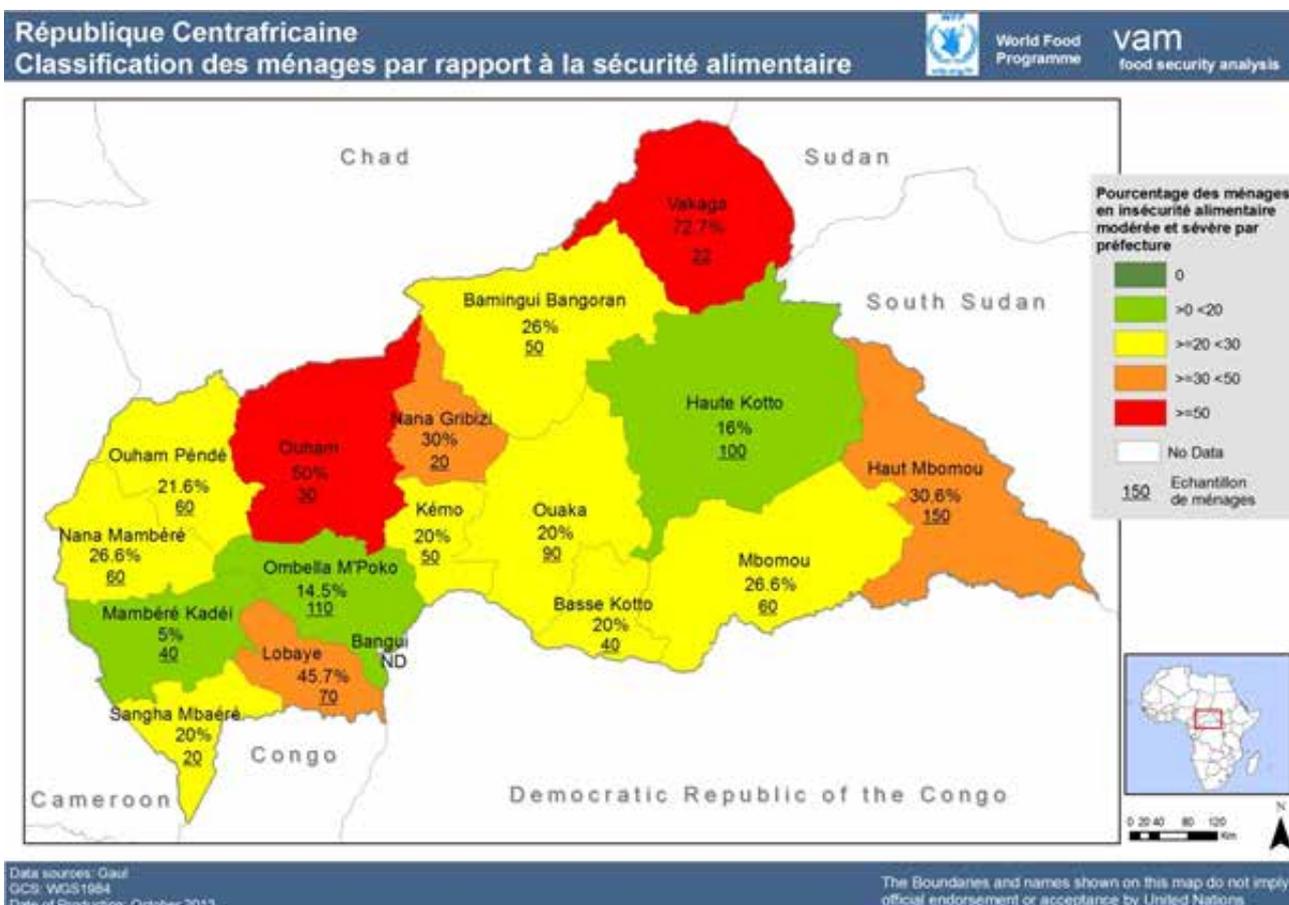
La distribution géographique des résultats montre que les parties du pays les plus affectées se trouvent dans les zones de moyens d'existence 03 (Nord-est, sorgho et mil – ou les préfectures de Vakaga et Bamingui-Bangoran) avec 40 % de personnes en insécurité alimentaire et la ZOME 08 (Nord-Ouest, zone coton, manioc et sorgho - ou les préfectures de l'Ouham, Ouham Pendé et Nana-Gribizi) avec plus d'un tiers des ménages qui sont en insécurité alimentaire. Ce sont surtout les régions de l'Ouham et Ouham Pendé qui sont plus affectées par le conflit.

Lorsque désagrégés au niveau des préfectures, les taux les plus élevés se trouvent dans les préfectures de la Vakaga avec plus des deux tiers des personnes en insécurité alimentaire (72 %), l'Ouham qui compte la moitié de ses ménages en insécurité alimentaire (50 %) et la Lobaye dont près de la moitié sont également en insécurité alimentaire (46 %). Environ un tiers des personnes vivant dans les préfectures de Nana-Gribizi et le haut-Mbomou font également face à l'insécurité alimentaire.

En terme d'insécurité alimentaire sévère, ce sont également les préfectures de la Vakaga et de l'Ouham qui con-

naissent les taux les plus élevés avec respectivement plus d'un quart (27 %) et près d'un cinquième (17 %) de leurs populations affectées. Par rapport à la CFSVA de 2009, on note une cohérence dans les tendances relatives aux préfectures de l'Ouham et l'Ouham-Pendé, avec une détérioration de la situation dans la première, due aux déplacements importants de population. Par contre, la Vakaga a connu une détérioration marquée compte tenu de sa vulnérabilité structurelle à l'insécurité alimentaire et des conflits inter-ethniques récurrents sur lesquels sont venus se greffer une situation sécuritaire très volatile aux conséquences très dommageables.

En termes de nombre de personnes affectées, l'Ouham est la préfecture la plus touchée avec près de 200 000 personnes en insécurité alimentaire dont 64 000 en insécurité alimentaire sévère, représentant ainsi presque la moitié de l'effectif de ce groupe au niveau national. Puis, l'Ouham-Pendé vient en deuxième position avec plus de 120 000 personnes en insécurité alimentaire et la Lobaye avec un effectif de près de 100 000 personnes.



Profil des ménages en insécurité alimentaire : un déplacé sur deux en situation d'insécurité alimentaire

Le statut de déplacement a un impact direct sur la situation d'insécurité alimentaire d'un ménage. Les résultats de l'enquête montrent qu'environ 50 % des déplacés sont en situation d'insécurité alimentaire modérée dont 15 % en insécurité alimentaire sévère.

Les déplacés se retrouvent principalement dans les régions du nord-est et nord-ouest.

50 % des réfugiés sont également affectés par l'insécurité alimentaire mais ils sont peu nombreux à être en insécurité alimentaire sévère dont la plupart des réfugiés se trouvent dans des camps. Ceci est probablement lié à l'accès à l'assistance alimentaire mais indique également que celle-ci n'est pas

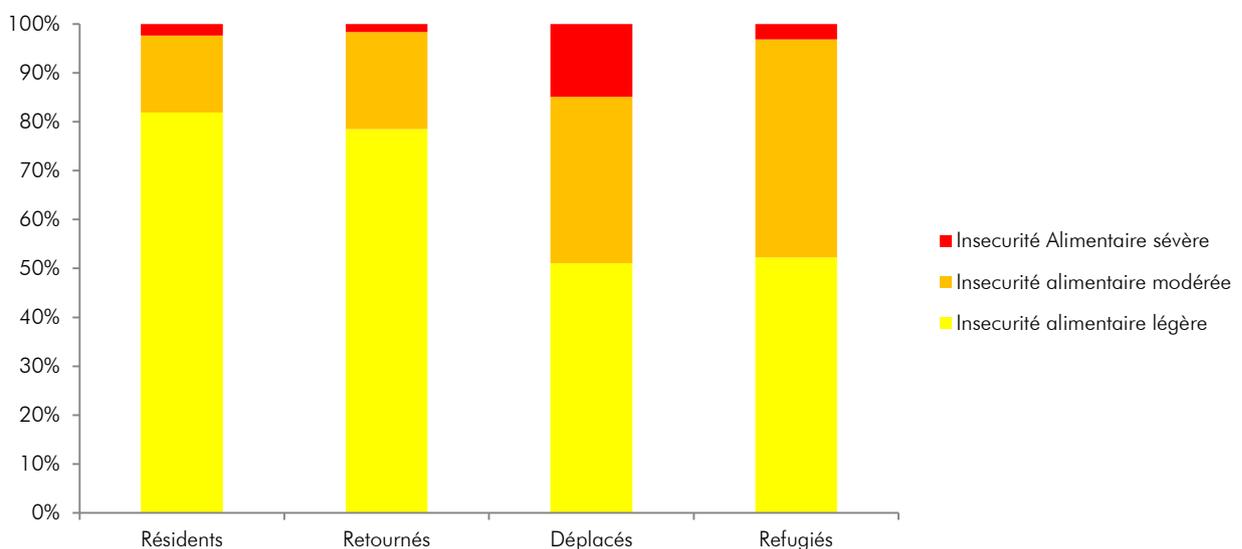
entièrement consommée et sert à couvrir d'autres besoins à travers la vente d'une partie des rations. Les résidents et personnes retournées sont dans une situation d'insécurité alimentaire similaire.

Par ailleurs, l'on pourra également noter que malgré l'aide alimentaire reçue par les réfugiés (96 %) et les déplacés (46 %) de moins de 6 mois, ces groupes accusent des taux assez élevés d'insécurité alimentaire. En l'absence de cette assistance alimentaire, la situation déjà précaire de ces groupes s'aggraverait.

Le graphique ci-dessous présente la situation des ménages selon les groupes d'insécurité alimentaire.

Comme on peut le constater sur le graphique, les résidents et les retournés constituent les catégories les moins touchées

Graphique 8 : Insécurité alimentaire par type de statut résidentiel au niveau du ménage



par l'insécurité alimentaire avec respectivement 18 % et 22 % de ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que ces derniers groupes n'ont pas eu à se déplacer et par conséquent, ont pu préserver leurs moyens d'existence. Ils ont eu également le temps de conduire leurs travaux champêtres jusqu'à la récolte.

L'analyse révèle aussi que les ménages dirigés par les femmes sont légèrement plus affectés que ceux dirigés par les hommes. En effet, 70 % des ménages interviewés dont le chef de ménage est une femme sont affectés par l'insécurité alimentaire sévère ou modérée contre 64 % pour les ménages dirigés par les hommes. Ce différentiel n'avait pas été relevé dans la CFSVA de 2009 et pourrait indiquer une plus grande fragilité des ménages dirigés par les femmes dans un contex-

te d'insécurité accrue et d'intensification des conflits.

Les résultats montrent également un lien entre le niveau d'instruction du chef de ménage et le niveau d'insécurité alimentaire du ménage.

Les taux d'insécurité alimentaire sévère sont environ deux fois plus élevés parmi les ménages dont le chef ne sait ni lire ni écrire (48 %) que parmi ceux qui ont un niveau primaire (28 %) ou secondaire (20 %). On a également noté que les ménages en insécurité alimentaire comptent moins de membres (1-5 personnes) avec des écarts moins significatifs avec des familles nombreuses. Enfin, les ménages en insécurité alimentaire sévère sont des ménages très pauvres qui connaissent une forte dépendance au marché. Ceci démontre bien le problème structurel au niveau des ménages qui est aggravé avec l'insécurité du pays.

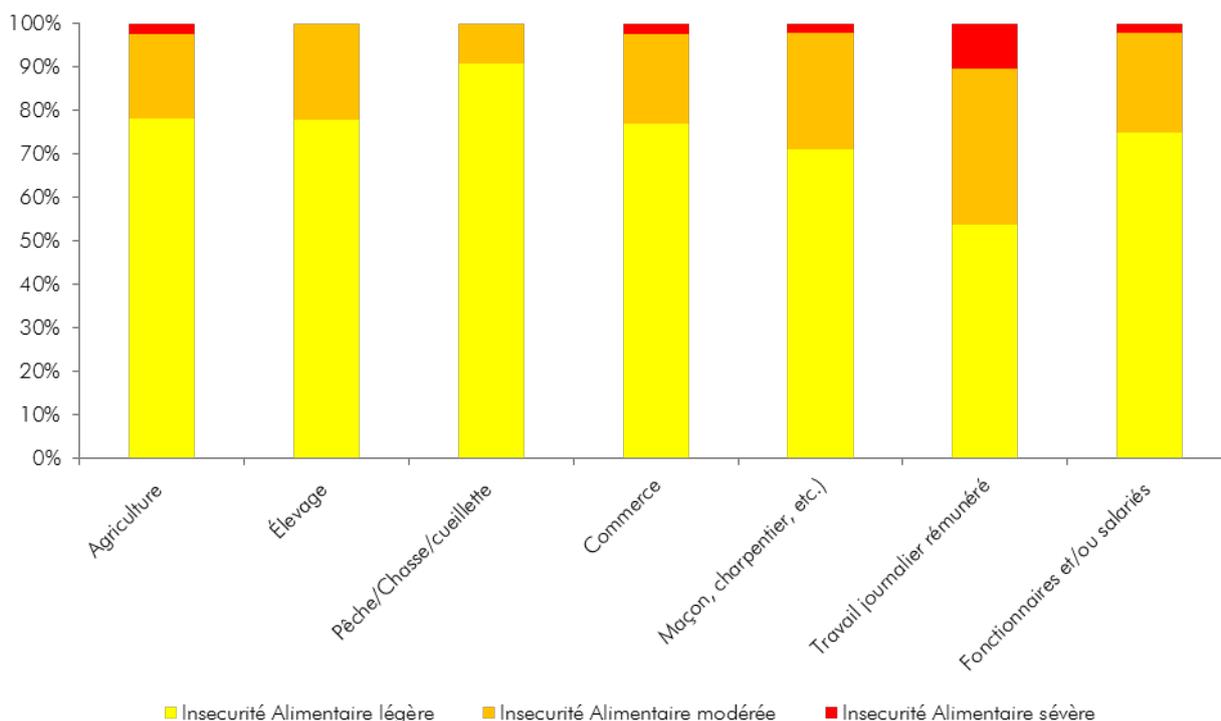
L'analyse de résultats en rapport aux sources de revenus indique que l'agriculture et la vente des produits agricoles restent les principales sources de revenus pour environ 50

% des ménages interviewés suivi du petit commerce (25 %) et des travaux temporaire rémunérés (25 %). En ce qui concerne l'élevage, les ménages indiquent avoir perdu une grande partie de leur bétail, surtout des bovins et des porcins, dont le nombre a diminué entre 2012 et 2013.

De même, les ménages indiquent aussi que la production agricole de 2013 sera inférieure à celle de 2012, ce qui aurait des incidences sur le niveau des revenus des ménages vivant de la vente des produits agricoles.

Selon la CFSVA de 2009, les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire dépendent de la chasse et la cueillette, l'agriculture et la pêche ou encore le travail journalier et le maraîchage. Leur pouvoir d'achat s'est substantiellement détérioré. En effet, l'évaluation rapide de la sécurité alimentaire de février 2013 indique que le salaire journalier accuse une baisse importante, notamment au nord, et que les termes de l'échange se sont largement dégradés pour ce groupe de ménages très dépendants des marchés. Cette évaluation a également montré que les opportunités de travail journalier ont baissé compte tenu de la réduction des surfaces cultivées et du pouvoir

Graphique 9: Insécurité alimentaire par type de source de revenu



d'achat des agriculteurs. En octobre 2013, la situation reste plus ou moins la même, surtout pour les ménages qui dépendent du travail journalier et de l'agriculture.

On doit aussi souligner qu'on trouve dans toutes les catégories de revenu une importante couche en insécurité alimentaire modérée qui pourrait basculer en sévère

dans les prochains mois si ces ménages ne reçoivent pas le soutien nécessaire.

Les principales caractéristiques des ménages enquêtés dans les différents groupes d'insécurité alimentaire se présentent comme repris dans le tableau ci-dessous.

Groupes d'insécurité alimentaire	Caractéristiques des ménages
Insécurité alimentaire sévère	<p>Chef de ménage n'est pas ou peu éduqué Plus ou pas de bétail ou accès à la terre Forte dépendance du marché Ménage de 'petite' taille (5.5) en moyenne Main d'œuvre/activités précaires (travail journalier) Déplacés Chocs principaux indiqués : maladie grave d'un ou plusieurs membres du ménage et pillages des stocks</p>
Insécurité alimentaire modérée	<p>Ménage pauvre et agricole Ménages de 6 personnes en moyenne Vulnérables aux chocs économiques Réfugiés Chocs principaux : maladie grave d'un ou plusieurs membres du ménage et l'insécurité</p>
Insécurité alimentaire légère	<p>Ménage nanti et agricole/commerce Ménages de 9 personnes en moyenne 45% éducation primaire Chocs principaux : maladie grave d'un ou plusieurs membres du ménage et l'insécurité</p>



CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Le Score de Consommation Alimentaire (SCA) reflète à la fois la diversité alimentaire, la fréquence de consommation ainsi que la valeur calorique des aliments consommés par les ménages. Ainsi au moment de l'enquête, 15% des ménages de l'échantillon ont un score de consommation alimentaire pauvre et limite.

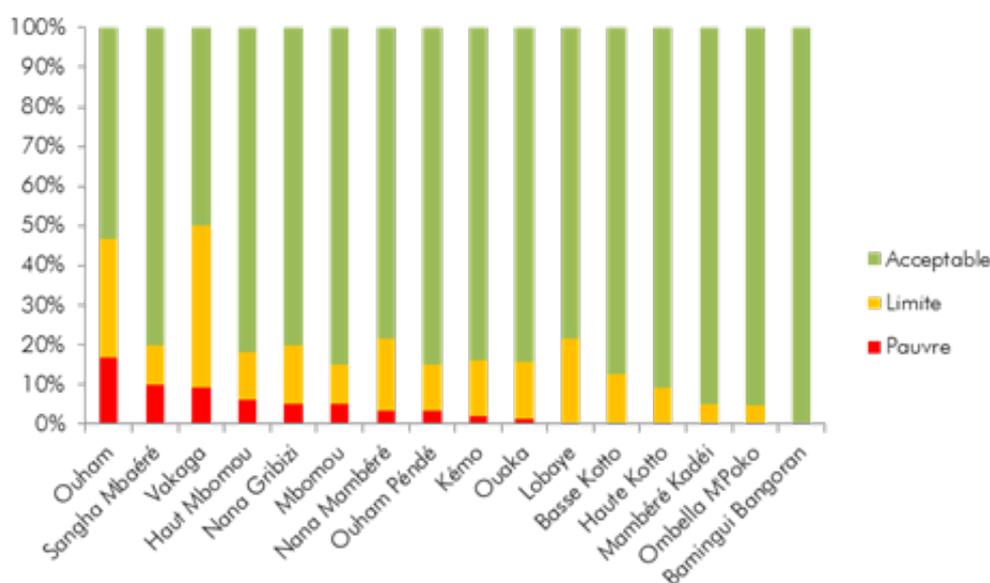
Le graphique ci-dessous présente les résultats du SCA dans les préfectures du pays. Les préfectures de l'Ouham se démarquent avec 46 % des ménages qui ont un SCA pauvre et limite. Malgré que l'enquête se soit déroulée en pleine période de récolte dans ces préfectures 15% des ménages se retrouve avec un SCA pauvre.

Chez la majorité des ménages enquêtés, la consommation alimentaire reste très peu diversifiée. L'analyse

révèle une consommation quasi journalière de céréales et tubercules et de feuilles/légumes. La consommation de protéines animales et de légumineuses est relativement faible tandis que celle des fruits et du lait sur l'ensemble des strates reste rare. La consommation de ces aliments est nulle chez les ménages avec SCA pauvre.

Les tendances du SCA suivies dans le cadre de la surveillance multisectorielle de ACF, PAM et ACTED ont montré une détérioration progressive jusqu'en juillet, correspondant à la période de soudure puis une amélioration en août. Il convient de noter qu'en septembre, une nouvelle détérioration du SCA a été amorcée, ce qui laisse présager d'une détérioration rapide compte tenu des capacités de production qui ont été diminuées et de la baisse de

Graphique 10 : Insécurité alimentaire par type de statut résidentielle au niveau du ménage



la demande de travail journalier, source de revenus des ménages en insécurité alimentaire sévère.

Les évaluations antérieures avaient déjà relevé la détérioration de la consommation alimentaire des ménages. Elle avait fortement diminuée dans toutes les zones du pays. Les ménages ont diminué la fréquence des repas et les quantités consommées dès février.

Dès cette période, les ménages consommaient déjà des aliments sauvages, et les sources alimentaires ont été moins fiables que d'habitude car provenant de la chasse et la cueillette. En juin, beaucoup de ménages ne prenaient plus qu'un repas par jour et diminuaient la quantité consommée à la faveur des enfants, et passaient quelquefois des journées entières sans manger.

DEPENSES

L'insécurité dans le pays a eu un impact considérable sur l'accès des populations affectées à la nourriture tant au niveau de la demande que de la disponibilité.

Les résultats de l'enquête montrent qu'une part importante des dépenses des ménages est allouée à l'alimentation. La limitation d'accès aux sources habituelles d'approvisionnement de nourriture et aux surfaces cultivées rend ces populations dépendantes des achats au marché, ce qui les rend vulnérables à l'insécurité alimentaire et les met dans une situation qui peut s'aggraver rapidement.

Le graphique 11 ci-dessous présente la structure des dépenses des ménages visités lors de l'enquête. Les résultats de l'enquête montrent que 65 % des dépenses des ménages sont consacrées aux dépenses alimentaires.

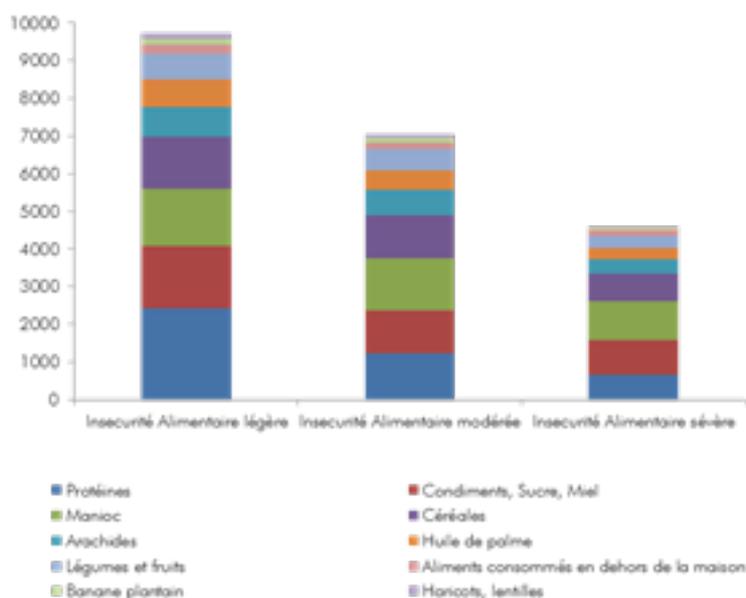
Le graphique des dépenses alimentaires des ménages nous

montre globalement un faible niveau des dépenses des ménages en insécurité alimentaire sévère sur l'ensemble des groupes d'aliments. Les dépenses en protéines pour ces ménages (+/- 500FCFA) représentent environ le cinquième des mêmes dépenses pour les ménages en insécurité alimentaire légère (2500FCFA).

Par contre, le niveau des dépenses pour les tubercules et racines (manioc/igname) et également pour les condiments, sucre et miel reste sensiblement le même dans les trois groupes d'insécurité alimentaire.

L'analyse des dépenses non alimentaires des ménages nous montre une même tendance avec des écarts similaires à ceux observés pour les dépenses alimentaires entre les trois groupes.

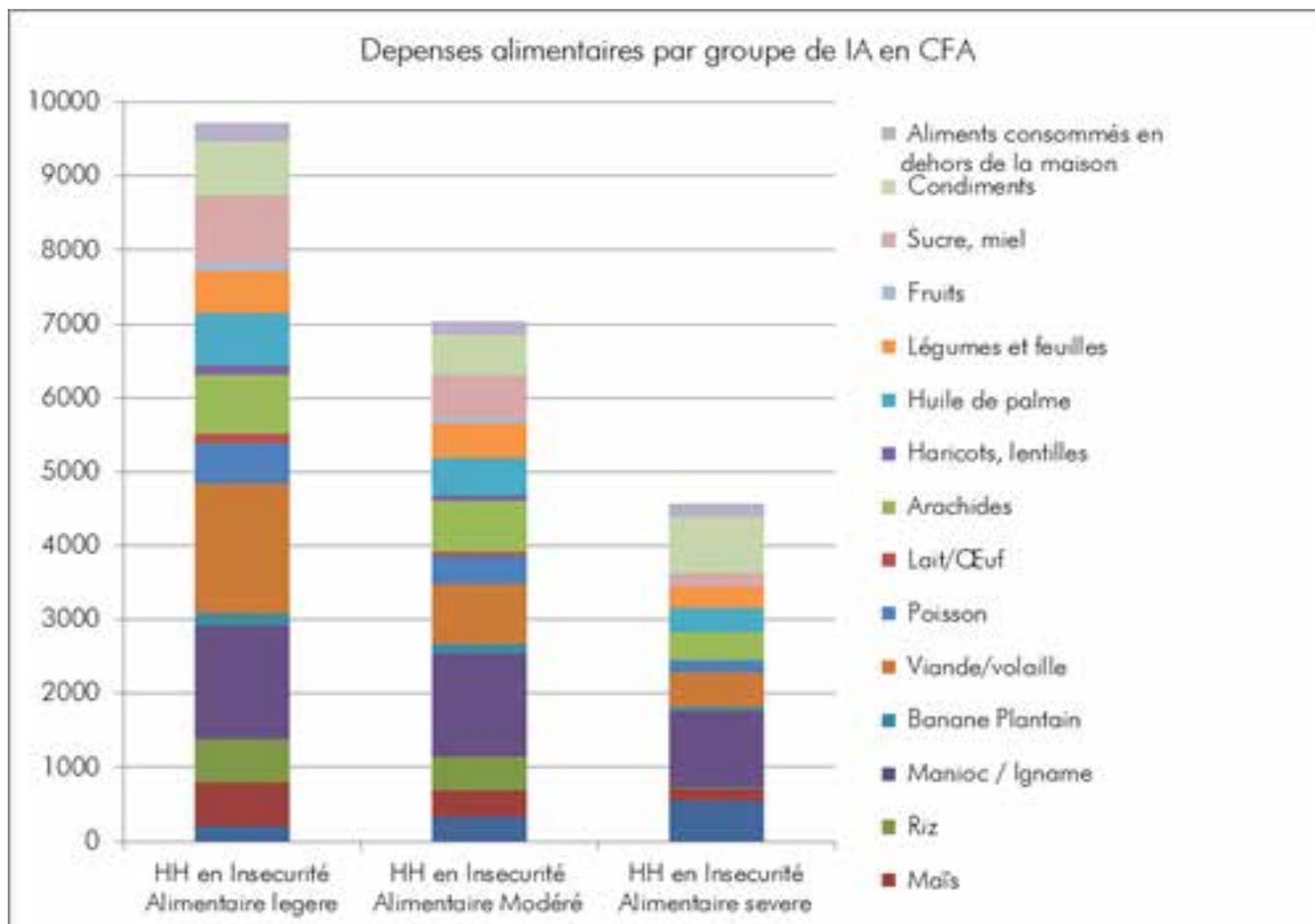
Graphique 11 : Dépenses hebdomadaires alimentaires des ménages par groupes d'insécurité alimentaire en francs CFA



Cependant, les ménages en insécurité alimentaire légère couvrent leurs besoins non alimentaires quatre fois plus que les ménages en insécurité alimentaire sévère. Quand on se réfère aux caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire sévère qui comptent près de 5,5 membres avec une forte dépendance aux marchés, on pourra mieux comprendre le niveau de vulnérabilité de ces ménages qui sont incapables de couvrir leurs besoins essentiels non alimentaires.

Ce graphique nous montre également que sur près de 23000FCFA de dépenses totales des ménages en insécurité alimentaire sévère, environ 18000FCFA sont consacrés à l'alimentation soit environ 78% des dépenses globales, ce qui démontre une vulnérabilité très élevée pour ce groupe.

Graphique 12 : Dépenses mensuelles non alimentaires des ménages par groupe d'insécurité alimentaire en francs CFA



SCENARIOS & RECOMMANDATIONS



Une assistance d'urgence doit être immédiatement fournie aux déplacés.

SCENARIOS

Il faudra beaucoup de temps et une assistance adaptée pour reconstituer les moyens d'existence.

Détérioration de la situation alimentaire : à partir de janvier 2014, on s'attend à une possible détérioration de la situation alimentaire pour trois raisons principales

- **Persistance de l'insécurité à travers le pays** : il est difficile de prévoir l'évolution de la situation sécuritaire dans un contexte politique très tendu et une situation sécuritaire volatile et qui tend à s'aggraver sur le court terme. Les forces de la MISCA devraient être renforcées et le retour à un calme même relatif dépendra des stratégies de la gestion de la crise et du déploiement des forces extérieures à l'intérieur du pays. En attendant, les mouvements de déplacement des populations ne semblent pas baisser et pourraient même s'amplifier ces prochains mois s'il devait y avoir une reprise des hostilités.
- **Epuisement des stratégies de survie** : compte tenu de la durée de la crise, de l'importance relative des déplacements et leur répétition, et des conséquences sur les activités économiques et commerciales, et donc des sources de revenus, les ménages font appel de plus en plus fréquemment à des stratégies de survie de crise et d'urgence. Ils ont décapitalisé et disposent donc de moins, voire plus d'actifs productifs, qui par ailleurs ont également pu faire l'objet de vols. C'est donc leur capacité à s'engager dans des activités productives à l'avenir qui est remise en question, et donc d'assurer leur sécurité alimentaire. Il faudra beaucoup de temps et une assistance adaptée pour reconstituer leurs moyens d'existence et assurer leurs sources de revenus, y compris par la mise à disposition d'intrants agricoles et d'appui à la reconstitution du bétail, en particulier du petit bétail.
- **Récoltes moyennes** : 60 % des ménages enquêtés pensent que les récoltes seront inférieures à l'année dernière, compte tenu de la diminution des surfaces cultivées, du manque d'intrants suite aux vols et aux difficultés économiques, et du manque d'attention porté aux cultures dans un contexte de déplacement. La bonne pluviométrie a cependant permis d'assurer

une récolte un peu supérieure à ce qui était escompté, le volume global restant tout de même faible. Néanmoins, la récolte de l'arachide, culture de rente qui permet d'assurer à la fois les dépenses alimentaires et l'achat d'intrants pour les prochaines cultures, est mauvaise à cause de pluies irrégulières. Il en est de même du coton qui n'a été que peu cultivé car la filière est insuffisamment structurée et le marché du coton est dysfonctionnel. Certains paysans se sont portés sur d'autres cultures perçues comme étant plus rentables, telle que le sésame qui est exporté. Compte tenu des faibles surfaces cultivées et du manque de ressources, la demande en main d'œuvre journalière a été limitée. Les ménages les plus pauvres et en insécurité alimentaire qui dépendent de ces sources de revenus pour assurer l'achat d'aliments sur les marchés sont particulièrement touchés. Les petits métiers autour de la transformation et du transport des produits agricoles pâtissent également de cette situation.

RECOMMANDATIONS

Les résultats de l'enquête ont conduit à faire les recommandations et proposer les réponses et les options d'interventions suivantes pour sauver des vies et reconstruire les capacités de résilience. Les recommandations et réponses ont été discutées lors de deux ateliers de travail avec les différents partenaires du cluster de la sécurité alimentaire. Les interventions à court et moyen terme devront s'articuler autour des objectifs stratégiques du cadre stratégique de réponse établis au niveau inter-cluster pour 2014, à savoir fournir une assistance vitale intégrée aux populations affectées par la crise sécuritaire et reconstruire les capacités de résilience des communautés affectées, ou qui risquent de l'être, par les conflits.

Quelles populations doit-on cibler ?

Les populations les plus directement et durement touchées sont les personnes déplacées, et en premier lieu celles qui se retrouvent sur des sites. Celles qui peuvent s'installer dans des familles d'accueil sont également fragilisées dans leur accès à l'alimentation tout comme les familles qui les reçoivent. Les ménages dont l'insécurité alimentaire est chronique avec un profil socio-économique caractérisé par la pauvreté, des sources de revenus précaires et un manque d'instruction voient leur situation se détériorer davantage après les chocs qu'ils ont subis. Ils utilisent des stratégies de survie de plus en plus dommageables et qui affaiblissent leurs capacités de résilience. Les autres groupes de personnes prioritaires sont les réfugiés, en attendant de trouver une solution durable par leur retour ou leur intégration, et les personnes qui retournent dans leurs communautés après un déplacement. Une attention particulière doit être portée aux femmes dont les ménages sont davantage touchés par l'insécurité alimentaire et dont les moyens d'existence doivent être restaurés et protégés.

Quand faut-il intervenir avec une assistance alimentaire ?

Une assistance alimentaire d'urgence doit être fournie immédiatement aux déplacés lorsqu'ils se trouvent dans les sites mais également lorsqu'ils vivent avec des familles d'accueil. On estime que la durée moyenne des déplacements est de 3 mois mais les dynamiques des déplacements doivent être suiv-

ies et l'assistance adaptée aux conditions propres à chaque situation. Une assistance alimentaire est également requise pour les réfugiés qui connaissent cependant des situations diverses selon leur origine et lieu d'installation. Ainsi, les réfugiés congolais de Batalimo vont être rapatriés d'ici à mi-juin 2014 et seul un petit effectif résiduel sera intégré localement. Les réfugiés soudanais de Bambari qui ont été relocalisés ont déjà atteint un certain degré d'autonomie qui justifie un désengagement progressif de l'assistance alimentaire. Enfin, les réfugiés congolais de Zémio ont un accès restreint aux moyens d'existence.

La période de soudure qui commence en général vers avril/mai sera beaucoup plus précoce compte tenu d'une récolte en général inférieure à celle de l'année passée, du fait du niveau faible des stocks et de la baisse des revenus générés par le travail journalier et la vente des produits agricoles. Le suivi de la sécurité alimentaire dans le cadre d'un système de surveillance multisectorielle devra permettre de déterminer le début de la période de soudure dans les différentes zones et pour les différents groupes de ménages. Par ailleurs, compte tenu des changements climatiques, le calendrier saisonnier demande également à être ajusté.

Quelles rations distribuer ?

En accord avec les recommandations des évaluations des besoins en situation d'urgence antérieures, les transferts inconditionnels et conditionnels pour la création d'actifs productifs se feront sous forme de distribution de rations dont l'apport calorifique couvrirait 80 à 85 % des besoins quotidiens. En effet, on considère que les populations sont en mesure de couvrir une partie de leurs besoins. Il convient également d'envisager un programme d'alimentation complémentaire ciblé pour les enfants de moins de 5 ans pour le traitement de la malnutrition aiguë modérée.

RECOMMANDATIONS

Un suivi étroit de la situation nutritionnelle est requis compte tenu des risques de dégradation du fait du manque d'accès et de capacités des structures de

santé, et des conditions de vie et d'hygiène déplorables dans certains sites de déplacés. Le programme d'alimentation complémentaire, de couverture et de prévention de la malnutrition aigüe doit être maintenu et pourrait être étendu si les résultats de l'enquête SMART devaient le justifier.

Les achats locaux de farine de maïs fortifiée peuvent être envisagés auprès de la seule société sur la place en mesure de fournir ce produit, si le prix restait compétitif par rapport aux achats régionaux ou internationaux. Ces achats de quelques centaines de tonnes permettent de répondre plus rapidement aux besoins urgents, compte tenu de l'enclavement du pays et des délais de livraison des achats extérieurs.



Des achats locaux auprès des associations de paysans pour l'approvisionnement des écoles dans le cadre de l'alimentation scolaire devraient également être envisagés. L'initiative 'achat en faveur du progrès' doit s'inscrire dans une approche d'appui à moyen terme et doit faire l'objet d'une étude de faisabilité, la recherche d'un partenariat technique et la mobilisation de ressources.

Quelles modalités de transfert envisager ?

Les modalités d'intervention comprenant des transferts alimentaire, monétaires et des coupons d'alimentation sont envisagées à condition que la situation sécuritaire et les capacités d'appui à la mise en œuvre le permettent. Une intervention sous forme de transfert monétaire est plus délicate pour la sécurité des bénéficiaires. Par ailleurs, compte tenu de la faiblesse des marchés, une telle intervention n'est sans doute faisable, en l'état actuel, que dans la ville de Bangui. Le suivi des indicateurs de contexte pour un programme de transfert sous forme de coupons d'alimentation ainsi qu'une étude de faisabilité sont prévus.

Quelles interventions pour renforcer la résilience ?

Les causes à la fois conjoncturelles et structurelles de l'insécurité alimentaire ont affecté les capacités de résilience des populations vulnérables qui après avoir utilisé et partiellement épuisé leurs stratégies de survie, ont de plus en plus de difficultés à s'adapter pour se protéger et réduire les risques que représentent les chocs. La faiblesse de la présence de l'état à l'intérieur du pays, le manque de moyens des services déconcentrés combinés à une situation sécuritaire incontrôlée ont contribué à renforcer les tensions et mettent à mal la cohésion sociale des communautés. La production agricole pâtit d'un manque d'investissement et d'appui technique, de la faible disponibilité et accessibilité des intrants, et de l'absence de compétences.

Pour reconstruire les capacités de résilience des personnes et des communautés, il faut envisager des mesures liées au fonctionnement des marchés, à la libre circulation des personnes et des biens, à l'infrastructure routière, à la circulation monétaire et à des investissements en particulier

en faveur de l'agriculture. Les interventions de relèvement devraient accompagner la reprise de la production avec des formations, la mise à disposition d'intrants, et l'appui aux activités génératrices de revenus agricoles et de transformation, en particulier en faveur des femmes. Pour renforcer la protection des populations civiles, les interventions doivent contribuer à la consolidation de la cohésion sociale des communautés à travers une gestion conjointe des ressources naturelles par les agriculteurs et éleveurs. Les interventions à moyen et plus long terme pour consolider la résilience des ménages et des communautés, telles que proposées par les membres du Cluster Sécurité Alimentaire, sont les suivantes (non exhaustives) :

- Renforcement des capacités matérielles et techniques des services déconcentrés pour un meilleur appui conseil ;
- Suivi des conditions climatiques et bulletins d'alerte ;
- Suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et alerte précoce ;
- Sensibilisation et plaidoyer sur les liens entre agriculture, alimentation, santé et nutrition ;
- Réhabilitation des infrastructures économiques et physiques d'appui aux marchés ;
- Aménagement d'infrastructures agricoles, aussi pour répondre aux changements climatiques : irrigation, retenu d'eau, entreposage, etc. et amélioration de la productivité ;
- Structures de stockage communautaire sécurisées ; et
- Renforcement des capacités des cellules familiales et communautaires avec un investissement dans le capital humain.



République Centrafricaine: Violences, déplacements et insécurité alimentaire, Décembre 2013

ANNEXES

Annexe 1 : Méthode de Calcul du score de consommation alimentaire

Cette méthode utilise un classement standard des aliments en 8 groupes. A chaque groupe d'aliments correspond un facteur de pondération qualitatif qui traduit sa valeur énergétique. Ce facteur de pondération est basé sur la densité des nutriments contenus dans les aliments consommés.

Dans le cadre de cette enquête la section sur la consommation a permis de récolter des informations sur le nombre de repas pris par jour et sur la fréquence et la diversité de consommation dans la semaine de 19 produits alimentaires qui couvrent les habitudes de consommations des populations enquêtées. Ces produits sont ensuite repartis en 8 groupes d'aliments. Le Score de Consommation Alimentaire a été calculé sur la base de la formule ci-dessous :

$$SCA = a \text{ céréales} \times b \text{ céréales} + a \text{ légumineuses} \times b \text{ légumineuses} + a \text{ fruits} \times b \text{ fruits} + a \text{ protéi animales} \times b \text{ protéi animales} + a \text{ sucre} \times b \text{ sucre} + a \text{ lait} \times b \text{ lait} + a \text{ huile} \times b \text{ huile}$$

Avec a = fréquence de consommation et b = Poids de l'aliment consommé

Les valeurs trouvées sont réparties sur une échelle dont la valeur maximale possible est de 112. Après pondération de la fréquence de consommation des aliments, le SCA a été déterminée pour chaque ménage. Le SCA a été ensuite utilisé pour calculer les classes de consommation alimentaire. Du fait de la faible consommation d'huile et de sucre en RCA, le seuil 24,5-38,5 a été retenu pour déterminer les classes de consommation alimentaire.

Les valeurs trouvées sont réparties sur une échelle dont la valeur maximale possible est de 112. Après pondération de la fréquence de consommation des aliments, le SCA a été déterminée pour chaque ménage. Le SCA a été ensuite utilisé pour calculer les classes de consommation alimentaire. Du fait de la faible consommation d'huile et de sucre en RCA, le seuil 24,5-38,5 a été retenu pour déterminer les classes de consommation alimentaire.

Annexe 2 : Méthodologie de l'enquête

La méthodologie de l'enquête s'est basée sur la valorisation et l'analyse des données secondaires relatives, aux systèmes de production et au suivi et fonctionnement des marchés, la réalisation des entretiens avec des groupes de discussions et informateurs clés complétée par un travail de collecte des données primaires au niveau ménage sur l'ensemble des zones des moyens d'existence retenues. (voir carte ZOME en dessous)

Échantillonnage

L'échantillon pour cette étude a été basé sur un choix raisonné au niveau des unités primaires (villes/villages). Dans chaque village visité, les unités secondaires (ménages) ont été tirées de façon aléatoire.

Taille de l'échantillon

Le choix de la taille de l'échantillon s'est fait en utilisant la règle de constitution d'un échantillon raisonné, décrite dans le manuel ESASU 2009 du PAM. En effet, elle stipule, en se fondant sur l'expérience pratique acquise lors des enquêtes sur la sécurité alimentaire des ménages, qu'il est suffisant d'inclure entre 50 et 150 ménages par domaine d'étude (strate) dans un échantillon raisonné.

Pour l'ensemble des strates, un échantillon de 1120 ménages a été retenu. Chacune des strates a donc un minimum de 100 ménages. Les sites où l'on comptait la présence des réfugiés avait reçu 50 ménages supplémentaires pour couvrir les 5 blocs retenus pour chaque site de réfugiés. L'exercice de zonage des moyens d'existence « plus » en République Centrafricaine (RCA) en juillet 2012 par FEWS Net a reparti la RCA en 11 zones de moyens d'existence (ZOME). Dans le cadre de cette étude, et pour des raisons d'accès, seuls 9 ZOMES ont fait partis de l'échantillon de l'EFSa. La carte ci-dessous présente les zones de Moyens d'existence (ZOME) de la RCA.